

## Olivier Maulini, confiant dans l'école suisse en préparation

Propos recueillis par Nadia Revaz pour *Résonances*, mensuel de l'école valaisanne<sup>1</sup>

2003

*Olivier Maulini est chargé d'enseignement à la Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation à Genève. Il a rédigé un article intitulé L'école suisse en préparation, texte à paraître dans la revue belge Eduquer mais d'ores et déjà consultable en ligne. Tout au long de l'article, Olivier Maulini met en évidence les tensions entre la politique cantonale et fédérale, entre la liberté et la contrainte, entre la compétitivité et la solidarité. Il estime que les logiques opposées ne sont pas forcément incompatibles, même si l'équilibre est fragile. Il était intéressant de partir de la lecture de cet article pour en interroger son auteur sur l'école de demain.*

**Olivier Maulini, dans l'article que vous avez écrit pour la revue belge *Eduquer*, vous commencez par souligner que l'école suisse n'est pas en mutation ou en rénovation mais en préparation. Est-ce à dire qu'il manque une vision claire de l'école suisse de demain ?**

Non, le titre de l'article, étant destiné à un public de lecteurs non-suisse, fait référence à l'absence d'instruction publique fédérale. Il est néanmoins frappant de constater que les résultats de l'enquête PISA ont poussé la Confédération à unifier des standards. Le but du projet *Harmos* est d'harmoniser les finalités de l'école, pour qu'elles deviennent communes à tous les cantons. C'est en cela que l'école suisse est en préparation. Je ne dirais pas qu'elle est moins bien préparée pour l'avenir que l'école italienne ou suédoise, mais différente sur le plan de la gestion. C'est un système très décentralisé qui doit se poser la question de l'articulation entre les différents niveaux de scolarisation, en partie du fait des comparaisons internationales qui mettent le pays face à sa relative hétérogénéité.

**PISA a en quelque sorte créé le débat autour de l'école suisse...**

Il est difficile de savoir si c'est juste un feu de paille ou si c'est le signe d'une préoccupation à long terme. A mon sens, les velléités d'harmonisation et la discussion concernant la création d'un département fédéral de la formation (et de la culture ?) vont être au cœur du débat, car cela constitue un enjeu majeur pour le pays. L'absence d'instance fédératrice au niveau national est perçue par beaucoup comme un problème.

**Alors que la CDIP souhaite aujourd'hui des standards nationaux, l'harmonisation romande, commencée il y a une trentaine d'années, n'est de loin pas pleinement réussie. Ne brûle-t-on pas les étapes ?**

C'est le dur lot des institutions scolaires et des rédacteurs de programmes que d'avoir toujours un nouveau projet sur le feu. Cette situation ne me paraît pas troublante, car on pourrait s'acheminer vers un système de poupées russes. C'est du reste probablement ce qui est en train de se dessiner. L'effort romand d'harmonisation des programmes, avec la dernière étape de PECARO, se fait « à la suisse », lentement, mais avec beaucoup de respect entre les cantons partenaires. C'est un travail qui me paraît considérable et qui est important tant du point de vue politique que pédagogique, les deux aspects étant toujours articulés.

---

<sup>1</sup> Interview publiée dans le n°6, pp. 4-7.

### **Concilier différences et harmonisation n'est pas simple...**

Il y a plusieurs années, j'avais été frappé lorsque le chef du DIP vaudois Jean-Jacques Schwaab avait répondu à une interview dans *L'Éducateur* en expliquant qu'il était impossible d'enseigner la Saint-Barthélemy de la même manière dans les différents cantons romands, voulant ainsi justifier la non-harmonisation romande des moyens d'histoire. Aujourd'hui, on devrait pouvoir enseigner cette discipline de la même façon et à partir des mêmes concepts à Genève, à Fribourg, à Lucerne et à Varsovie.

### **Ce qui permettait de développer une culture commune...**

Exactement, et c'est là toute la question. Si on est obligé d'enseigner la Saint-Barthélemy différemment à Fribourg qu'à Genève, cela veut peut-être dire qu'on l'enseigne d'une bizarre façon, sans prendre la distance qui s'impose dans une école laïque. Il peut bien sûr y avoir des sensibilités différentes du point de vue des contenus à aborder. Cependant, si des aménagements très locaux sont envisageables sur ce plan, la réponse au « comment enseigner » peut être la même. Surtout si ce qui est visé, ce n'est pas l'endoctrinement des élèves pour telle ou telle cause, mais la construction de savoirs et de compétences de haut niveau. Ce qui peut réunir les protestants, les catholiques, les juifs et les musulmans, dans l'école publique, ce n'est pas tel ou tel catéchisme, mais des concepts fondamentaux pour penser le monde : le concept de « schisme », de « guerre de religion », etc. Dieu sait si la Saint-Barthélemy a, dans ce registre, des choses à dire à tous les enfants d'aujourd'hui.

### **L'ajout de nouveaux savoirs ne constitue-t-il pas un problème supplémentaire ?**

Les savoirs, les pratiques sociales et les compétences constituent en effet l'un des grands chantiers de l'école d'aujourd'hui. Quels savoirs enseigner ? Dans notre société, on vise de plus en plus la dimension universelle, ce qui n'exclut pas des adaptations locales, mais les compétences qui font la différence sont globales. L'enquête PISA mesure le savoir lire et écrire ainsi que la culture mathématique et scientifique et non des connaissances spécifiques.

### **PISA se limite toutefois à la mesure des savoirs fondamentaux, sans intégrer les langues secondes ou l'informatique. N'est-ce point là une mesure bien incomplète ?**

Evidemment et cela montre la complexité des savoirs. Souvent, dans le débat public, l'on a tendance à oublier la dimension complexe en ne mettant pas les logiques en tension. L'enquête PISA ne mesure qu'une partie du savoir scolaire alors qu'on est en train de demander aux écoles suisses le trilinguisme précoce, plus des compétences de base en lecture pour tous les élèves, plus la maîtrise d'internet, etc. On fait comme si tout cela allait de soi, et on demande toujours plus à l'école. La pensée magique entoure par exemple l'enseignement des langues. Des recherches montrent que l'enseignement précoce des langues secondes peut être handicapant pour les élèves qui ont des difficultés en français. La vérité, c'est que la grille horaire actuelle n'est peut-être pas la meilleure façon d'apprendre les langues vivantes.

### **Cela ne rejoint-il pas le paradoxe de l'école, entre correction et création de nouvelles inégalités ?**

Il est vrai qu'on est trop souvent en pleine contradiction. Quand on essaie d'expliquer qu'il va falloir se fixer des priorités, il y a toujours un bel esprit pour dire que c'est vouloir niveler l'enseignement par le bas. L'extrême difficulté provient du fait que tout le monde brandit le spectre de l'inégalité dans le débat. C'est autour de ces discussions concernant les priorités que l'école suisse va peut-être advenir. Pour reprendre l'exemple de l'enseignement des langues, soit on a une politique nationale sur l'enseignement des langues, soit chaque canton fait comme il veut. Pour le moment, la liberté prévaut, mais qui sait ce que nous préparerons les prochaines évaluations ?

**Dans d'autres pays, les structures scolaires sont davantage communes, alors qu'en Suisse même là il y a de grandes différences cantonales. N'est-ce point là une différence majeure ?**

PISA pose la question des finalités, des outputs. Cascader vers d'autres dimensions du système, c'est une question liée à la politique intérieure des pays. On commence par fixer des standards nationaux et il n'est pas impossible que l'on descende ensuite, de proche en proche, vers les structures, les instruments, les manuels, la formation des maîtres, etc. Déjà, on parle d'harmoniser les pratiques romandes d'évaluation. Mais en ce moment, cette question est politiquement chaude dans plusieurs cantons. Comment fera-t-on si des enjeux comme les notes sont gérés par la coordination romande, alors que le droit de référendum est cantonal ? Si les questions scolaires qui divisent ne sont pas discutables démocratiquement, on tombe dans la technocratie. Il est difficile de savoir vers quelle évolution l'on s'achemine, mais il est certain que l'on avance vers davantage de discussion nationale sur nos ambitions communes en matière de formation et donc sans doute aussi vers plus d'harmonisation fédérale. Cela a commencé par l'enseignement supérieur, avec la création des HES et des HEP.

**Le changement de l'école passera en partie par la nouvelle formation des enseignants dans le cadre des HEP...**

En tant que formateur d'enseignant, je suis paradoxalement très modeste concernant l'impact de la formation initiale sur l'avenir de l'école. Je ne défends pas l'idée selon laquelle la transformation de l'école ne passe que par la formation des enseignants. D'autres aspects ont une incidence plus nette, dont tout particulièrement les politiques scolaires en général et l'articulation entre le travail enseignant et la formation des maîtres dans toute l'institution, donc pas seulement la formation initiale et continue, mais aussi la formation via le travail en équipe, les projets d'établissement, les syndicats, etc. C'est cette articulation qui constitue un enjeu fondamental sur le plan pédagogique et politique. Les pratiques ne changent pas par décret. Les enseignants n'entrent en matière que s'ils sentent soutenus, reconnus, entendus.

**Vous mettez en avant le lien étroit entre pédagogie et politique, mais les deux ne sont-ils pas parfois trop mêlés ?**

Ce que je veux dire, c'est qu'il y a toujours les deux variables qui jouent ensemble. Quand on décide politiquement d'enseigner précocement l'allemand ou l'anglais, il faudra ensuite tenir compte de la variable pédagogique qui porte sur le comment enseigner. Dans ce contexte, il ne faudrait pas forcément renoncer à l'enseignement précoce des langues parce que les élèves en souffriraient sur leurs résultats en français. Il faut aussi observer comment les langues s'enseignent dans les petits degrés, et voir quelles sont les méthodes qui donnent des bons résultats. C'est le même problème en ce qui concerne l'hétérogénéité des classes au secondaire. C'est une chose de décréter la fin des filières. C'en est une autre de pratiquer une pédagogie assez différenciée et assez inventive pour que les élèves profitent vraiment de l'innovation. Si la France parle de renoncer au collège unique, c'est aussi parce que le collège n'a pas su ou pas pu relever le défi.

**Selon vous, l'école fait-elle suffisamment débat dans la société ?**

Non, mais il y a une ambiguïté, car un jour on entend des personnes réclamer le débat public pour savoir quelle école on veut, et le jour suivant les mêmes voix s'élèvent pour dire qu'il faut arrêter de politiser l'école. Mon avis, c'est que nous, en tant qu'enseignants, nous n'aimons pas trop ces débats, car nous n'avons pas vraiment la culture de la discussion et du conflit. Peut-être parce que nous n'enseignons pas sur le mode de la controverse. Les élèves ont tendance à nous croire, ils réfutent rarement ce que nous affirmons. Mais dans un monde sans autorité suprême (Dieu, le Roi ou le Parti), leurs parents ne nous croient pas sur parole. Ils discutent. Et ils ont raison de discuter, d'être critiques et de s'informer. Ces compétences,

n'est-ce pas l'école qui s'évertue à les enseigner ?! Notre problème, aujourd'hui, c'est de faire valoir notre expertise professionnelle sans disqualifier les citoyens. Ce qui nous manque, c'est d'avoir suffisamment confiance en nos capacités pour accepter la discussion et oser contester les idées fausses qui circulent autour de l'école. Force est de constater que le climat actuel de notre société n'est guère propice à l'innovation. Il y a trop d'angoisse dans le monde. Et lorsque nous avons peur, nous commençons par crier haro sur l'éducation. Lorsque Pétain a pris le pouvoir en 1940, quelle fut, au milieu de la débâcle, sa première décision ? Réformer la formation des maîtres, ces défaitistes qui avaient trahi la Nation !

**Le Valais a un peu mieux réussi à l'enquête PISA et c'est un canton qui a pourtant une image peu innovante. Comment expliquer cela?**

Dans le classement PISA, rien ne démontre que la variable innovation joue un rôle déterminant contrairement à la variable socioculturelle. A mon sens, le débat ne doit pas se focaliser sur l'innovation, mais examiner le lien entre les différentes pédagogies et les résultats. Il ne s'agit pas d'un affrontement entre tradition et innovation. Ce qui fait la différence, ce sont les intentions, les attentes des enseignants. Si on est vraiment préoccupé par les 15% d'élèves qui ne réussissent pas, à ce moment-là on ne fait pas la même pédagogie. Les pays qui se sont focalisés sur ces 15% ont inventé des stratégies pédagogiques parvenant parfois - mais pas toujours - à aider les élèves en difficulté. Cette créativité pédagogique profite également à tous les autres enfants, tout le contraire du nivellement par le bas !

**En France, un accent très fort a été mis sur la prévention de l'illettrisme. Avez-vous le sentiment que c'est aussi le cas en Suisse ?**

Le rapport à la langue n'est pas le même en France qu'en Suisse, mais je ne pense pas que nous ayons moins la préoccupation de l'illettrisme. C'est un des intérêts de PISA que d'avoir posé la question des compétences en littérature. Je suis d'avis que l'enseignement pourrait être encore plus inventif. Pour faire entrer les enfants dans la lecture et l'écriture, il y a mille objets à travailler et aussi mille façons de le faire. Les journaux romands, qui sont souvent si soucieux de la qualité de l'éducation, pourquoi ne créeraient-ils pas une rubrique qui publierait les meilleurs articles des journaux de classe ou d'école ? Cela créerait un lien formidable – et écrit - entre l'école et la cité.

**Etes-vous globalement plutôt confiant ou plutôt inquiet pour l'avenir de l'école ?**

Je suis confiant parce que je trouve que nous avons une très bonne école en Suisse, et qu'elle sera meilleure encore quand elle visera plus de formation et moins de sélection. Dire que l'école est bonne, cela ne veut pas dire qu'elle n'est pas perfectible. Là encore, il faut viser juste. On ne peut pas accuser l'école de tous les maux. On ne peut pas lui demander d'être juste et tolérante dans une société de moins en moins juste et de moins en moins tolérante. Mais si l'école ne peut pas tout, elle ne peut pas rien non plus. Dans la lutte contre les inégalités, elle a un rôle à jouer. Il y a deux naïvetés : croire que la pédagogie peut tout changer, et croire qu'on protégera l'école en la sanctuarisant. Le paradoxe du boxeur, c'est qu'il faut bouger pour bien se battre. En regardant PISA dans le détail, on peut s'apercevoir que la Suisse arrive au deuxième rang européen au niveau des compétences en mathématiques. Il est intéressant de rappeler que les transformations de cette discipline ont été parmi les plus attaquées ces trente dernières années. Si l'on demandait aux gens de donner un exemple de réforme pédagogique abracadabrante, ils citeraient assurément les mathématiques modernes. Mais si la « bougite » est la mère de tous les maux, comment expliquer ce contre-exemple ? Une des seules choses que confirme très clairement l'enquête PISA, c'est le fait que les pays ayant des systèmes de filières différenciées précoces sont plus inégalitaires et obtiennent de moins bons résultats que les autres. Les pays ayant fait le pari de

la réussite pour tous jusqu'à 15 ans sont globalement meilleurs. Surtout s'ils ont adapté leur pédagogie en conséquence. Ce n'est pas la seule variable en jeu, mais elle donne quand même à réfléchir...

**Pour en savoir plus...**

Pour lire en ligne l'article d'Olivier Maulini sur l'école suisse en préparation :

<http://www.unige.ch/fapse/SSE/teachers/maulini/>